

## Une solidarité économique du Québec avec le Sud

Six organisations témoignent lors d'un Rendez-vous organisé  
par le Fonds Solidarité Sud à l'automne 2024

Dossier produit en janvier 2025 par une équipe du Fonds Solidarité Sud composée de  
Louis Favreau, Clément Mercier et Nathalie McSween.



**La solidarité économique** avec les communautés du Sud est **un pan encore méconnu** de la solidarité internationale québécoise. Ce dossier arrive à **point nommé** pour la tenue d'un [Dialogue et d'échanges sur la finance solidaire dans le cadre des États généraux de la solidarité internationale qui se tient le 14 avril prochain](#), **rencontre organisée par le FISIQ** en collaboration avec l'AQOCI. Dossier d'autant plus utile qu'un des focus porte sur **les initiatives québécoises en finance solidaire dans les pays du Sud**. Ce dossier porte sur six organisations investies dans cette solidarité économique.

La solidarité économique qu'on verra ici s'y déploie principalement par le biais d'échanges entre des **acteurs économiques collectifs** (syndicats, coopératives, organisations de producteurs

agricoles, etc.) du Nord et du Sud par le biais de la finance solidaire. À la rencontre du 24 octobre 2024 en Estrie, nous étions plus de 70, en personne ou en ligne, en provenance de sept régions du Québec.

Ce fut une nouveauté dans ce sens que, **pour la première fois, le Fonds Solidarité Sud réunissait ses principaux partenaires et collaborateurs d'ici** soit le FISIQ, la CESD, ECOTIERRA, UPA DI et SOCODEVI pour **mettre en commun nos pratiques de solidarité économique avec le Sud**, Cette rencontre aura surpris tout le monde par sa capacité à développer ces pratiques dans des communautés du Sud **à plusieurs échelles**. Du coup, tous auront saisi à la fin de l'événement l'importance de sortir du travail en silos, contribuant ainsi **à un impact économique et social beaucoup plus important**. Grâce notamment à l'effet de système rendu possible par le développement du FISIQ dont toutes les organisations ci-haut mentionnées sont membres et/ou partenaires.

## Développer des partenariats économiques entre acteurs collectifs du Québec et du Sud pour changer d'échelle : six organisations font le point

### La Caisse d'économie solidaire Desjardins (CESD)

Présentation par Jean Bergevin et Gérald Larose de la coopération de la CESD avec des syndicats au Brésil.



### ECOTIERRA

Présentation par Luis Salgado de la coopération d'ECOTIERRA avec des coopératives de café au Pérou.



### Le Fonds d'investissement solidaire international du Québec (FISIQ)

Présentation par Richard Simard de ce nouveau fonds que se sont donnés des OCI du Québec pour l'accès au crédit de leurs partenaires du Sud.



### UPA Développement international (UPA DI)

Présentation par Nathalie McSween du travail de solidarité économique réalisé par UPA DI et le Fonds Solidarité Sud au Sénégal : accès au crédit et à l'énergie verte.



### SOCODEVI

Présentation par Annik Giguère du travail de solidarité économique réalisé par SOCODEVI et le Fonds Solidarité Sud : une assurance agricole accessible à des collectifs de femmes agricultrices.



### Le Fonds Solidarité Sud

Présentation par Louis Favreau des quatre leviers de la transition socio-écologique sur lesquels le Fonds Solidarité Sud cherche à agir dans les communautés du Sud.



## S'inspirer de notre histoire, celle de la Caisse d'économie solidaire Desjardins (CESD) : l'accès au crédit change la donne au Brésil

*Jean Bergevin, conseiller de la CESD aujourd'hui à la retraite et Gérald Larose qui en est actuellement un des vice-présidents, présentent l'expérience d'une **coopération internationale qui aura duré huit ans** avec des organisations syndicales du Brésil : la mise en place d'**alternatives** aux banques privées, inspirées par le modèle québécois des caisses d'économie.*



Dans un premier temps, Gérald Larose rappelle pour mémoire la figure marquante **d'André Laurin dans l'implication du mouvement syndical** pour le développement **d'outils d'autonomie financière pour les travailleurs et les populations à faibles revenus**. Laurin a été, dans la première moitié des années 1960, l'initiateur de formations sur le budget familial visant à libérer les consommateurs de l'emprise des compagnies de crédit, alors principaux pourvoyeurs de crédits à la consommation à taux abusifs.

André Laurin a travaillé au développement de ce mouvement comme conseiller de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), ce qui l'a amené à créer la première Association coopérative d'économie familiale (ACEF) à Shawinigan, qui deviendra un mouvement implanté dans de nombreuses régions du Québec avec l'appui des centrales syndicales. Inspiré par ce qu'il avait vu en Yougoslavie, il a par la suite fondé à Québec la Caisse d'économie des travailleurs, devenue par la suite la Caisse d'économie solidaire reconnue par le mouvement Desjardins. André Laurin a aussi été l'inspirateur du Deuxième front à la CSN, comme le révèle [son entrevue disponible sur le site de Productions Ferrisson](#).

### **La Caisse d'économie solidaire Desjardins (CESD), c'est quoi aujourd'hui?**

*La Caisse a aujourd'hui un peu plus de 50 ans. Principale institution financière spécialisée dans les **entreprises collectives** au Québec, la CESD est un outil privilégié pour les organisations voulant gérer leurs avoirs et leurs finances de manière socialement responsable. De façon notable, cette expérience des 50 ans de la Caisse d'économie solidaire Desjardins le démontre.*

*Le début en 1971 est modeste : 212 000\$ d'actif et 1441 membres, le tout complété la même année par une approbation du ministère concerné suite à une demande de cinq syndicats de la CSN. Et dès 1973, une forte montée de l'actif soit 850 000\$ et une très bonne poussée de membres soit 3 788 membres.*

*Résultat : après un peu plus de 50 ans, cette caisse de groupes qui fait partie de la famille Desjardins est une des plus importantes caisses de ce mouvement. Elle dispose aujourd'hui de **21 933 membres dont 17 516 membres citoyens et 4 417 membres entreprises** (coopératives, syndicats, entreprises collectives, organisations communautaires, organisations de solidarité internationale, associations à vocation économique, associations culturelles ...) et d'un actif à hauteur de 2,3 milliards (chiffres de 2023).*

*La CESD s'engage sans hésitation, s'il y a une viabilité économique potentielle, dans des projets d'infrastructures économiques et sociales coopératifs et associatifs. De façon notable dans le **logement social et abordable**. (Sources : site de la Caisse et P.-O. Maheux 2016)*

Pour Gérard Larose, André Laurin a été en quelque sorte l'initiateur d'un mouvement social qui amènera la CSN à s'activer **sur le terrain de la consommation**, à travers l'ouverture d'un **2<sup>e</sup> Front** visant à assurer aux travailleurs des meilleures conditions d'usage de leurs salaires obtenus en négociation. Les ACEF et les Caisses d'économie créées en milieu de travail deviendront des **outils collectifs** leur permettant d'abord de se libérer des compagnies de finance, de mieux « gérer » leur budget familial et par là à jeter les **bases syndicales d'une finance solidaire**. La CESD vient d'ailleurs de créer le Fonds André Laurin, en hommage à ce pionnier afin de stimuler le développement d'outils collectifs de promotion de la finance solidaire.

### **L'expérience de la CESD au Brésil : comment améliorer l'accès à des services financiers alternatifs aux banques privées**

L'ONG Développement solidaire international (DSI), aujourd'hui dissoute, était l'outil de solidarité internationale créé par le **réseau CSN**. Ses membres étaient la Caisse d'économie solidaire Desjardins, MCE Conseils, Bâtirente, Fondation et Filaction. Profitant de plusieurs années de collaboration entre la CSN et la centrale syndicale brésilienne, la Central única dos trabalhadores (avec ses 7,5 millions de membres, la CUT est la principale centrale syndicale du Brésil). Les organisations membres de DSI et en particulier la CESD, ont été engagés pendant huit ans (2007-2015) dans un vaste projet de transfert d'expertise en faveur de leurs partenaires brésiliens ECOSOL, CRESOL (coopératives d'épargne et de crédit) et UNISOL (coopératives de



travail) qui ont été invités à **développer des services financiers collectifs** en tant qu'alternative aux banques privées. Jean Bergevin a été le conseiller de la Caisse tout au long de cette collaboration.

Jean Bergevin témoigne sur son implication comme conseiller de la Caisse d'économie avec les syndicats du Brésil déterminés à s'engager dans le développement de ressources d'appui à des organisations agricoles et familiales. Cette implication s'est échelonnée sur huit ans afin de les aider dans **l'élaboration de leur plan stratégique**. Démarche par laquelle ils ont pu se donner une vision à long terme et une planification amenant graduellement à définir les contenus et les « contenants » de ce qui apparaissait comme la **nécessaire création d'une alternative** aux banques privées dans le financement des organisations de production agricole et de consommation familiale.

Ce cheminement, nous dira-t-il, s'est réalisé dans le cadre d'**un accompagnement de longue durée** avec les responsables syndicaux, dans le respect de leurs rythmes et façons de nommer, analyser et expérimenter les problèmes, besoins et solutions des organisations aidées. Ce qui était au départ une idée visant à chercher une alternative aux banques est devenue une vision qu'ils ont pu actualiser graduellement dans une organisation qu'ils ont nommée **Alternativa**.

De 2015 à 2022, la collaboration s'est poursuivie par l'entremise de la Caisse seulement. Puis, lorsque Jean a pris sa retraite en 2022, il a répondu favorablement à Cresol Sicoper qui lui demandait de continuer à les appuyer à titre personnel. La collaboration continue donc depuis maintenant 17 ans! Pour Jean, il est difficile d'établir une mesure d'impact pour une démarche du genre. **Mais le changement se fait avec, et surtout par les acteurs**. C'est là une clé de cette coopération : prendre le temps et avoir la bonne attitude pour les aider à dégager une perspective claire, cohérente et conséquente de ce qui est possible et nécessaire de faire pour changer les choses. C'est ce qu'on pourrait appeler une **stratégie d'accompagnement** autant qu'une aide experte d'accès à des prêts. C'est cette dimension de **Services-conseil** que la CESD se préoccupait d'apporter.



**Desjardins**

**Caisse d'économie solidaire**

## EcoTierra et le projet URAPI dans le nord-est du Pérou : la bataille du café équitable de communautés agricoles

*Luis Salgado, Ingénieur forestier et Directeur en charge des solutions basées sur la nature et du financement climatique chez EcoTierra, présente leur approche avec les communautés du Pérou.*



ECOTIERRA a été créée en 2010 à Sherbrooke par Étienne Desmarais et Karina Santana, tous deux engagés de longue date dans **le soutien au développement de coopératives de petits producteurs** et dans l'introduction des **certifications équitables et biologiques** auprès d'elles. Tout en développant ses relations d'affaires auprès de coopératives et de producteurs en Amérique latine et en Afrique, ECOTIERRA s'est spécialisé à travers divers mandats de consultation et de mise en œuvre de projets visant **l'utilisation durable des terres** tout en se dotant d'outils innovants et en développant son expertise de la finance climatique. ECOTIERRA opère maintenant des projets en Amérique Latine, en Afrique et au Canada. Elle est également la gestionnaire du **Fonds de gestion durable des sols URAPI**.

Luis Salgado nous présente brièvement l'organisation. ECOTIERRA travaille avec des coopératives de café et cacao, de la certification à l'exportation. Sa mission première est d'apporter une réponse à deux des plus grandes menaces de notre époque, le **changement climatique et la dégradation des terres**, qui touchent d'abord les agriculteurs et les communautés agroforestières dans les communautés du Sud, mais aussi au Nord.

Présent actuellement dans quatre pays, soit trois pays d'Amérique latine (le Honduras, le Pérou et la Colombie) et le Canada. ECOTIERRA y développe des **projets dans la longue durée** (jusqu'à 15 ans) qui sont tout à la fois économiques, sociaux et environnementaux **par le renforcement des chaînes de valeurs agricoles et forestières**.

ECOTIERA gère par ailleurs le fonds URAPI, un **fonds d'investissement** dédié à l'utilisation durable des terres dont les principes sont d'apporter des solutions adaptées à **chaque étape de la chaîne de valeur** des projets qui sont réalisés en partenariat avec des communautés de petits producteurs, en vue de générer localement autant des rendements financiers que des impacts socioéconomiques et environnementaux.

Les étapes de la chaîne de valeurs sont :

1. L'approvisionnement des intrants;
2. Le financement;
3. L'assistance technique;
4. La stratégie de développement;
5. La commercialisation au meilleur prix.



***URAPI voit le jour officiellement en 2017** lors de la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques. Mirova, une société de gestion de conviction entièrement dédiée à l'investissement durable, est l'investisseur principal. La Fondation de l'Université de Sherbrooke, la Fondation de l'Université Concordia et Fondation sont les **trois investisseurs québécois** du fonds d'une valeur de 50 millions \$ US. Il permet de financer quatre grands projets en Amérique latine (Pérou, Colombie, Honduras). (Source : Simon Roberge, La Tribune, 23 janvier 2023). [Pour en savoir plus sur le fonds URAPI](#)*

**Le modèle URAPI repose sur 3 éléments intégrés :**

- **Le micro-crédit**, rendu accessible pour un réseau de coopératives (café, bois) de petits producteurs;
- **Le renforcement de chaînes de valeurs** intégrées entre les projets et les regroupements de producteurs;
- **Le suivi de l'impact carbone** des projets, par des prises de participation dans le rachat de crédits carbone.

Luis Salgado complète son exposé en présentant le premier projet d'investissement d'URAPI, **la coopérative Café Selva Norte au nord du Pérou**, dont la création remonte à 2011, et est accompagnée depuis 2018 par Ecotierra.



Comme indicateurs sociaux des résultats de ce projet, il évoque l'évolution de **ses avancées** depuis 2018 :

- **10 coopératives** rassemblant **3000 producteurs** qui ont pu doubler leurs revenus;
- **60 nouveaux emplois** créés;
- **1250 hectares convertis** en systèmes agro-forestiers durables et **200,000 hectares** de forêt conservés;
- **3,8 millions de tonnes de carbone** séquestrées.

Par son approche d'ingénierie sociale et ses techniques d'agroforesterie, ECOTIERRA accompagne les agriculteurs de A à Z par entre autres : 1) la mise en place d'une *structure coopérative et associative* pour les caféiculteurs (*Café Selva Norte*) ; 2) *une assistance technique à la culture sous les arbres* et à la création de pépinières pour la reforestation ; 3) *l'éducation à la finance carbone, l'accès au microcrédit* et une aide à la commercialisation ; 4) le *développement d'infrastructures* tels le *moulin à café* de Jaén (Pérou) ou une usine de biofertilisant (Colombie). [Extrait d'un texte de Fondation](#)



## **Le Fonds d'investissement solidaire international du Québec (FISIQ) : un nouveau volet d'accès au crédit dans notre coopération avec le Sud**

*Richard Simard, coordonnateur du FISIQ, présente ce nouvel acteur issu de la volonté d'une partie des OCI québécoises (membres de l'AQOCI) d'apporter un soutien à des entreprises collectives liées à des OCI d'ici en leur permettant d'avoir accès à des prêts répondant à leurs besoins et assortis de conditions justes et équitables.*





Le Fonds Solidarité Sud, SOCODEVI, UPA DI, la Caisse d'économie solidaire Desjardins, MCE Conseils de même que le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) ont fait partie des idéateurs et des premiers investisseurs du FISIQ.

Initié en 2015, le FISIQ a pris son envol formel en 2018 et obtenu un fonds de démarrage de 3 millions \$ en 2019 du MRIF. L'appui financier des fonds de travailleurs du Québec (FTQ et CSN) fait partie des plans de l'organisation pour 2025. À ce jour, 17 OCI (sur 74 membres de l'AQOCI) sont membres investisseurs du FISIQ. De ce nombre, une demi-douzaine d'OCI ont accompagné jusqu'à présent certains de leurs partenaires du Sud dans l'élaboration et le dépôt d'une demande de financement qui leur a permis d'obtenir un prêt du FISIQ.

Richard rappelle **les valeurs et principes** du FISIQ :

- Promouvoir la responsabilité sociale des organisations partenaires
- Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes
- Encourager une gouvernance démocratique et des structures collectives (en ciblant particulièrement les femmes et les jeunes)
- Soutenir le développement durable et la protection de l'environnement

En fait, le modèle du FISIQ s'appuie sur une **approche partenariale** renforcée entre la dynamique de solidarité des OCI et l'expertise économique et financière de la finance solidaire québécoise et de certaines de ses organisations. Ce qui fait de son approche de prêts **un nouveau paradigme à apprivoiser** pour le monde des OCI : on ne vise pas à remplacer le recours aux subventions, mais à y ajouter par un accès accru au crédit pour les partenaires du Sud un apport accru de **la finance solidaire d'ici**.

**Les premiers projets financés** (au 24 octobre 2024), pour un total de **1,856,000\$ engagés** :

- **Doselva, au Nicaragua**, avec SUCO. Prêt de 400,000\$ à une entreprise sociale d'approvisionnement en épices biologiques diverses auprès de 300 petits agriculteurs;
- **FOGAL (Fondo de Garantía latinoamericana) au Pérou**, avec Mission Inclusion. Prêt de 256,000\$ pour permettre au FOGAL de fournir des crédits directs aux organisations de producteurs de café de son réseau.
- **Programme d'investissements pour l'énergie verte (PIEV) au Sénégal**, avec la Fondation Sen'Finances (co-géré avec le FISIQ). Prêt de 500,000\$ sur une durée de 5 ans pour permettre à Sen'Finances de fournir des crédits pour l'accès aux énergies vertes et soutenir les activités génératrices de revenus qui y sont liées.



- **Association TAC au Honduras**, avec Katalizo. Prêt de 200,000\$ pour fournir aux familles résidant à Tegucigalpa et ses environs des produits de première nécessité à des prix justes, avec des mesures précises, afin de contrer la spéculation sur les prix de ces biens.
- **SODAF au Burkina Faso**, avec UPA DI. Prêt de 500,000\$ pour la mise en place d'une unité de transformation de maïs qui bénéficiera directement aux **15 coopératives** membres de l'Union des Sociétés Coopératives pour la Commercialisation des Produits Agricoles de la Boucle du Mouhoun (USCCPA/BM).

Note : voir tous les projets acceptés à la rubrique [Projets financés](#) du site du FISIQ.

En conclusion, Richard Simard dégage quelques enjeux auxquels sont confrontés les OCI avec l'approche nouvelle qu'apporte le FISIQ. Encore trop peu d'OCI au Québec sont familières avec la finance solidaire et donc ne l'incluent pas dans leurs projets. C'est pourquoi le FISIQ développe actuellement avec le FSS et d'autres membres du FISIQ, un **programme de formation** à la finance solidaire qui devient de plus en plus essentiel pour contribuer à des projets socio-économiques avec leurs partenaires du Sud.



## **Le projet *Résilience* au Sénégal : une assurance agricole pour des milliers d'agricultrices. Outil essentiel : un guide des bonnes pratiques agricoles**

*Annik Giguère, gestionnaire de projets chez SOCODEVI, est détentrice d'un diplôme en travail social tout en ayant complété une maîtrise en gestion et gouvernance des coopératives et des mutuelles de l'Université de Sherbrooke. En tant que gestionnaire de projets, elle appuie les équipes de SOCODEVI au Mali, au Sénégal et en Haïti dans la planification et la mise en œuvre des activités. Elle a notamment soutenu le projet Résilience, qui a bénéficié d'un financement du Fonds de Solidarité Sud pour la production d'un guide de bonnes pratiques agricoles.*



*La Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) a été créée en 1985 par des entreprises coopératives et mutualistes québécoises qui se sont unis pour fonder une organisation qui leur permettrait de partager leur expérience et leur expertise auprès d'organisations des pays du Sud dans leurs activités de développement.*

*SOCODEVI est un partenaire privilégié du Fonds Solidarité Sud depuis ses tout débuts.*

*Résilience est un **projet de 5 ans** (2021 à 2026) porté par SOCODEVI et financé par Affaires Mondiales Canada à hauteur de 10 millions \$. Le projet vise le renforcement de **l'offre d'assurances agricoles pour les femmes en Casamance**.*

***Zone d'action du projet Résilience** : Casamance (Kolda, Sédhiou, Ziguinchor) et Tambacounda.*

## Pourquoi agir sur l'assurance agricole?

- L'assurance agricole est un outil de transfert du risque climatique: le risque est en partie transféré à l'assureur moyennant le paiement d'une prime.
- L'assurance agricole permet de rassurer les partenaires d'affaires des coopératives: institutions financières, fournisseurs d'engrais et semences, etc.
- L'assurance agricole apporte une plus grande prévisibilité et confiance: des conditions propices à l'investissement (équipements, amélioration du fonds de terre...).

## Quelques résultats obtenus par le projet Résilience depuis 2021

Cibles du projet	Résultats à ce jour	Indicateurs
150	221	<b>Groupements</b> de femmes à vocation agricole formalisés et appuyés
7000	7500	<b>Femmes formées</b> sur les services financiers dont les assurances agricoles, l'épargne et le crédit
30	25 coops 6 IMF	<b>Coopératives et institutions de microfinance</b> appuyées pour l'offre de produits et services aux groupes de femmes
100 000	60 000	<b>Producteurs et productrices</b> protégés par l'assurance agricole

## À quoi a servi la contribution du Fonds Solidarité Sud dans ce projet?

La collaboration du Fonds Solidarité à ce projet a permis de répondre à un besoin spécifique qui n'était pas prévu dans le projet initial. Pour améliorer « l'assurabilité » des femmes, il fallait travailler sur l'amélioration des pratiques agricoles. Pour ce faire, les partenaires voulaient produire un guide imagé qui serait basé sur les meilleures pratiques locales. Il fallait donc prendre le temps de concerter des groupes dispersés sur le territoire et de valider que cela répondait bien au besoin. Le tout, de la concertation à la production du guide imagé en langues locales, a pris près de 3 ans. Il s'agit d'un guide adapté aux productrices/teurs peu ou pas alphabétisés, richement illustré pour un accès simple aux bonnes pratiques qui inclut des conseils adaptés et riziculture dans les zones de bas-fond.





## Accès à l'énergie et accès au crédit, au Sénégal, un partenariat UPA DI et le Fonds Solidarité Sud

*Nathalie McSween, coordonnatrice du Fonds Solidarité Sud, présente les avancées des projets réalisés en partenariat avec UPA DI au Sénégal et au Pérou.*



Fondée en 1993, UPA Développement international (UPA DI) est la branche internationale du syndicalisme agricole québécois. Présent dans une quinzaine de pays d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes, du Moyen-Orient et d'Amérique latine, UPA DI compte un réseau de plus d'une soixantaine de partenaires du Sud

UPA DI est un partenaire privilégié du Fonds Solidarité Sud. Nous travaillons en collaboration avec eux depuis nos tout débuts.

Dans les trois dernières années, le FSS a développé une collaboration étroite avec UPA DI autour de la **co-construction de deux projets, un projet au Sénégal et un autre au Pérou.**

### Le projet Économie circulaire verte au Sénégal

Ce projet a été **co-construit** et est **co-financé** à partir des fonds propres du FSS et de UPA DI. Le partenaire au Sénégal est l'Union régionale des associations paysannes de Diourbel (URAPD). Ce projet comporte plusieurs volets, dont un volet **Cantines scolaires** – financé grâce à la levée de fonds de UPA DI – permet de fournir, deux fois par semaine, des repas du midi préparés à partir de produits agricoles à **plus de 500 élèves** du primaire.

Les volets qui sont soutenus spécifiquement par le Fonds Solidarité Sud sont les volets **Accès à l'énergie verte** et **Accès au crédit** dans le cadre d'une économie circulaire verte :



Au plan financier, le Fonds Solidarité Sud contribue à hauteur de 10 000\$/an depuis 2022. Cette contribution a jusqu'ici permis d'acheter et d'installer **des panneaux solaires** sur le toit de l'école primaire de Mbokhadane et permettra l'an prochain d'équiper le nouveau moulin à céréales du village d'équipements solaires.

En plus de contribuer financièrement à ce projet, le FSS met aussi à contribution l'expertise de ses membres, dont plusieurs ont effectué des missions au Sénégal grâce à une entente de collaboration avec le programme de coopération volontaire d'UPA DI, un programme financé par Affaires Mondiales Canada. Depuis 2022, **sept membres actifs** du FSS ont ainsi mis leur expertise à contribution pour faire avancer ce projet.

Lors de la dernière mission en 2024, Marietou Diallo, une spécialiste des communications de l'Outaouais (et par ailleurs originaire du Sénégal) a réalisé [une vidéo](#) et [un photoreportage](#) sur ce projet. Ndeye Sine, une spécialiste de la microfinance de l'Outaouais (et par ailleurs originaire du Sénégal) a accompagné la Fondation Sen'Finances, le partenaire du FISIQ, pour la mise en œuvre du Programme d'investissement pour l'énergie verte au Sénégal (PIEV). Le FSS prévoit poursuivre la collaboration avec UPA DI en appui à ce projet pour 3 années supplémentaires, afin notamment d'étendre ce projet à d'autres villages.

## Le projet Accès au crédit productif au Pérou



Ce projet a été co-construit et est co-financé à partir des fonds propres du Fonds Solidarité Sud et de UPA DI. Le partenaire au Pérou est la RED GIES Nor Oriente (le Réseau des groupes d'initiatives en économie solidaire du nord-est du Pérou).

Au plan financier, le Fonds Solidarité Sud contribue à hauteur de 10 000\$/an depuis 2022. Cette contribution a jusqu'ici permis de soutenir la structuration et la formalisation de 17 Groupes d'économie solidaire (GIES) répartis dans 5 régions du nord-est du Pérou (Tumbes, Piura, Amazonas, Cajamarca, La Libertad) et d'un **réseau suprarégional** animé par les **5 régions**.

L'an prochain, la contribution financière du FSS permettra aux GIES **d'offrir des prêts** à trois projets collectifs et de soutenir le développement d'un **fonds rotatif** (qui permettra de « faire rouler » sa contribution pour une durée autrement plus longue que l'appui actuel).

En plus de contribuer financièrement à ce projet, le FSS met aussi à contribution l'expertise de ses membres, dont plusieurs ont effectué des missions au Pérou grâce à une entente de collaboration avec le programme de coopération volontaire d'UPA DI. Depuis 2022, **cinq membres actifs** du FSS ont ainsi mis leur expertise à contribution pour faire avancer ce projet. Lors de sa mission en mai 2024, Marisa Gutierrez, une professionnelle de l'organisation communautaire de l'Outaouais (et par ailleurs originaire du Pérou) a notamment appuyé l'approfondissement des relations de collaboration entre le FOGAL, un Fonds de garantie latinoaméricain qui a déjà des relations avec le FISIQ, afin d'offrir des formations sur le microcrédit aux membres des GIES.

Le FSS prévoit poursuivre la collaboration avec UPA DI en appui à ce projet pour 3 années supplémentaires, afin notamment de soutenir l'élaboration d'un programme d'investissement pour des entreprises collectives dans le cadre duquel le FISIQ sera mis à contribution.

**UPADI**  
DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

**FONDS  
SOLIDARITÉ  
SUD**

## Notre coopération avec des communautés du Sud : ce que nous avons appris en 15 ans

*Louis Favreau, président du Fonds Solidarité Sud, présente les défis de 2025 auxquels notre solidarité économique avec des communautés du Sud est conviée*



### **Développement économique des communautés : répondre à quatre défis, les 4 F pour Food, Forest, Fuel et Finance**

Dans son mot d'ouverture au Rendez-vous du 24 octobre, le président du Fonds Solidarité Sud évoquait les 15 ans de présence solidaire du Fonds Solidarité Sud (FSS) dans cinq pays du Sud. Il évoquait également que la **géopolitique mondiale avait complètement basculé** après l'invasion surprise de l'Ukraine par la Russie, puis la guerre au Proche Orient (Israël-Gaza-Liban), puis la COP 29 où le pétrole a été roi et a accouché d'une souris quant à la lutte contre les changements climatiques et on en passe. Décourageant!

**Nous avons raison d'être pessimistes** ajouta-t-il quand on regarde les reculs majeurs sur de grands enjeux internationaux. **On peut cependant être optimistes** quand on regarde les **avancées actuelles et possibles à d'autres échelles** : celles des communautés, des municipalités, des institutions d'enseignement et de l'ensemble des mouvements sociaux (mouvement syndical, mouvement coopératif, mouvement des femmes, mouvement des jeunes...).

Sur le registre des communautés, là où les OCI du Québec s'investissent beaucoup, il existe des **leviers de transition écologique et sociale, à leur portée**, leviers sur lesquels **nous pouvons agir**. Il les désignait en bref par les 4 F: **Food, Forest, Fuel, Finance**. **Ce sont quatre leviers de transition** qui structurent l'approche et les actions de développement économique local



aujourd'hui soit : 1) une agriculture durable et une alimentation saine; 2) les énergies renouvelables ; 3) l'agroforesterie et 4) la finance solidaire.

Étant à la croisée des chemins, la solidarité internationale québécoise doit, pour répondre à la conjoncture actuelle, prendre **un virage** : ne pas se satisfaire d'une coopération de plaidoyer et de développement social qui s'appuie surtout sur des financements publics. Un virage qui a cependant été entrepris par un certain nombre d'OCI devenus membres du FISIQ qui ont compris l'importance de soutenir le **développement d'infrastructures économiques locales** à finalité sociale (l'accès au crédit, l'accès à l'électricité, l'accès à l'eau, etc.). **Sans ces infrastructures économiques de proximité, il n'y a pas de développement, il n'y a que de l'aide.** Il existe un **premier droit, celui des communautés à se développer, pas seulement à être aidées.**

**À notre échelle que faire? Food, Forest, Fuel,  
Finance: 4 défis à notre portée, 4 leviers de la  
transition socioécologique activés**



Cet important virage ne sort pas de nulle part. Il s'appuie sur l'histoire du Québec au sein des classes populaires. Notamment en matière de développement économique en milieu rural. Comme on l'a effectivement vu avec le **mouvement des Caisses populaires Desjardins** qui a initié un accès au crédit aux populations locales, dans les villages, au début du 20e siècle. Ce qui, à l'origine, aura permis aux agriculteurs de s'appuyer sur une **épargne locale canalisée collectivement** dans une institution financière coopérative inscrite dans la durée.

L'émergence de **coopératives d'électricité** dans les années 1940 jouera un rôle similaire pour le développement des communautés locales du Québec à partir des années 1940 (plus de 60 coopératives et 30 municipalités), lequel élan inspirera en partie dans les années 1960 la nationalisation de l'électricité. Le tout sera amplifié par la suite par la création de **caisses d'économie** dans les années 1970 et des **fonds de travailleurs** (Fonds de solidarité de la FTQ et Fondation de la CSN) dans les années 1980-1990.

## Ne plus travailler en silos : favoriser des synergies entre OCI

C'est dans l'esprit de cette tradition de développement misant sur une **économie générée et contrôlée par les communautés locales** que le FSS a tissé des relations d'échange et de collaboration avec **cinq autres organisations** québécoises, dont les expertises combinées ont et vont favoriser le **déploiement d'actions structurantes et intégrées** : avec ECOTIERRA en agroforesterie; avec UPA DI en agriculture durable, avec SOCODEVI en développement de coopératives (agricoles, forestières, en habitation...), avec la Caisse d'économie solidaire Desjardins (CESD) pour des services d'épargne et de crédit. Et finalement, avec le tout nouveau FISIQ lequel arme la coopération québécoise d'une approche de **prêts solidaires** et de **services-conseils d'accompagnement** qui change radicalement d'échelle d'intervention et d'impact.

## Avec notre 15<sup>e</sup> anniversaire cette année

Avec notre 15<sup>e</sup> anniversaire en 2025, **vers quoi nous dirigeons-nous comme organisation et avec qui, ici et au Sud?** Les États généraux de la solidarité internationale qui se tiennent devraient permettre aux 74 OCI québécoises de débattre de ces questions et de se positionner sur les approches à déployer dans la **coopération de la prochaine décennie** avec le Sud. À l'initiative du FISIQ et du FSS, la **finance solidaire** a été invitée à en débattre dans ce cadre en tant que nouvelle stratégie liée à un **modèle socio-économique** de développement qui mise sur l'économie sociale et solidaire – des entreprises collectives –, à côté et en complément du modèle social développé jusqu'ici.

Nous pouvons d'ailleurs également nous inspirer de la solidarité internationale mise en œuvre par les Européens, qui y intègrent déjà la finance solidaire depuis 20 ou 30 ans en France (la SIDI), en Belgique (SOS Faim devenu Humundi), aux Pays-Bas, en Allemagne, etc.

## Quelques références

- Dans un **cahier spécial du Devoir** de février 2024 [Coopération internationale](https://www.ledevoir.com/monde/806345/finance-solidaire-soutenir-developpement-international?https://www.ledevoir.com/documents/cahier_special/pdf/8e330d3ecb5090f35fceaf99eff6c2dc9236e10e.pdf), **deux articles** sur la finance solidaire dans la solidarité internationale  
[https://www.ledevoir.com/monde/806345/finance-solidaire-soutenir-developpement-international?](https://www.ledevoir.com/monde/806345/finance-solidaire-soutenir-developpement-international?https://www.ledevoir.com/documents/cahier_special/pdf/8e330d3ecb5090f35fceaf99eff6c2dc9236e10e.pdf)  
[https://www.ledevoir.com/documents/cahier\\_special/pdf/8e330d3ecb5090f35fceaf99eff6c2dc9236e10e.pdf](https://www.ledevoir.com/documents/cahier_special/pdf/8e330d3ecb5090f35fceaf99eff6c2dc9236e10e.pdf) (à la toute dernière page du cahier)
- Favreau, L. et L. Fréchette (2019). *Solidarité internationale. Écologie, économie et finance solidaire*. <https://www.puq.ca/catalogue/livres/solidarite-internationale-3699.html> **En accès libre**
- Favreau, L (2022), *Le Fonds Solidarité Sud : histoire, parcours et perspective* **En accès libre**  
<https://www.fondssolidaritesud.org/wp-content/uploads/2022/03/LIVRE-COMPLET-FFS-Histoire-parcours-et-perspective-2022-Final-compressé.pdf>
- Maheux, P.-O. (2016), *Histoire de la Caisse d'économie solidaire Desjardins*. Ed. Septentrion, Québec. **En accès libre** <https://caissesolidaire.coop/wp-content/uploads/2018/10/histoire-de-la-caisse-deconomie-solidaire-desjardins.pdf>